RSF dénonce résolument l’acharnement à l’encontre de Ruvakuki

Reporters sans frontiÃ¨res, 20 fÃ©vrier 2013BURUNDI : Affaire Hassan Ruvakuki : les autoritÃ©s burundaises s'embourbent dans l'injusticeReporters sans frontiÃ¨res dÃ©nonce rÃ©solument lâ€™acharnement dont font preuve les autoritÃ©s burundaise lâ€™encontre de Hassan Ruvakuki. EmprisonnÃ© depuis le 28 novembre 2011, ce correspondant du service en swahili de Radio France Internationale (RFI) et journaliste de la radio Bonesha avait dÃ©posÃ© une demande dâ€™une libÃ©ration conditionnelle. Le 19 fÃ©vrier 2013, une annonce du ministÃ¨re de la justice et la rÃ©pression dâ€™une manifestation sont venues mettre un terme Ã cet espoir."Lâ€™acharnement judiciaire contre Hassan Ruvakuki place les autoritÃ©s burundaises dans une position intenable", constate Reporters sans frontiÃ¨res.
"La rÃ©pression violente dâ€™une manifestation pacifique demandant la libÃ©ration de Hassan Ruvakuki prouve quâ€™elles s prÃªtes Ã tout pour justifier leur dÃ©marche. MÃ©prisant les arguments juridiques, la mobilisation de la profession et les dÃ©nonciations des diplomates sur place, elles utilisent tous les moyens Ã leur disposition pour ne pas avoir Ã admettre leur erreur. Il est temps que les autoritÃ©s burundaises cessent de sâ€™embourber dans cette intolÃ©rable injustice et ordonnent la libÃ©ration immÃ©diate de Hassan Ruvakuki".Hassan Ruvakuki est accusÃ© de complicitÃ© avec un groupe rebelle pour sâ€™Ãªtre rendu en Tanzanie, en novembre 2011, afin de couvrir la naissance dâ€™un mouvement dâ€™insurrect journaliste, emprisonnÃ© depuis le 28 novembre 2011, avait Ã©tÃ© condamnÃ© en premiÃ¨re instance Ã la prison Ã perpÃ©tu pour "terrorisme". AprÃ¨s une requalification des charges en "participation Ã une association formÃ©e dans le but dâ€™attenter aux personnes et propriÃ©tÃ©s" et plusieurs ajournements dâ€™audience, la Cour dâ€™appel avait commuÃ© la sentence en ans de prison ferme.Â Sourd aux protestations internationales, le ministÃ¨re de la Justice aÂ utilisÃ© le prÃ©texte d'un pourvoi en cassation par le ministÃ¨re public pour s'opposer Ã la libÃ©ration conditionnelle du journaliste. Le pourvoi n'a cependant pas Ã©tÃ© notifiÃ© Ã l'avocat de Hassan Ruvakuki. Quelques heures avant cette dÃ©claration du ministÃ¨re de la Justice, la police de Bujumbura a violement dispersÃ© des journalistes qui manifestaient pacifiquement, pour la quatriÃ¨me fois, en demandant la libÃ©ration de leur collÃ¨gue. Les forces de l'ordre ont tirÃ© des grenades lacrymogÃ¨nes sur les manifestants. Plusieurs sources rapportent que des journalistes, qui portaient un t-shirt Ã l'effigie de Hassan Ruvakuki, ont Ã©tÃ© violentÃ©s, et Innocent Muhozi, prÃ©sident de lâ€™Observatoire de la presse du Burundi a Ã©tÃ© temporairement interpellÃ©. correspondant de RFI bÃ©nÃ©ficie d'importants appuis internationaux, diplomatiques, journalistiques et citoyens, prÃªts Ã manifester leur soutien Ã un journaliste qui ne faisait que son travail en allant chercher l'information Ã sa source. Une pÃ©tition demandant la libÃ©ration de Hassan Ruvakuki a d'ores et dÃ©jÃ recueilli plus de 2500 signatures et l'appui d'une vingtaine de mÃ©dias internationaux (http://fr.rsf.org/burundi-une-vingtaine-de-medias-11-01-2013,43901.html). Signez la pÃ©tition : http://liberezhassan.rsf.org/Toute lâ€™information sur lâ€™affaire Hassan Ruvakuki, depuis son arrestation en novembre 2011 : http://fr.rsf.org/burundi.htmlEn savoir plus sur la libertÃ© de la presse au Burundi : http://fr.rsf.org/report-burundi,5.html